

Renforcement et Reforme de la Justice

Feuille de Coordination des Interventions

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005						
Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
Union Européenne	1) Audit organisationnel du secteur « Justice » Co-financement PNUD, HCDH, R.U, Belgique, France, MONUC)	<ul style="list-style-type: none"> a) établissement de l'état des lieux du secteur. b) tenue d'un séminaire sur la réforme de la Justice en RD Congo (mission multi bailleurs) c) identification des actions et interventions prioritaires concernant le développement institutionnel, l'amélioration de l'accès à la justice, la lutte contre la corruption, la justice de transition et la situation dans l'Est du pays. d) élaboration d'un plan d'actions. 	05/2004	Consultants : Experts internationaux et nationaux	200.000 E	Ministère de la Justice Garde des Sceaux
	2) Projet d'appui à la Justice.	<ul style="list-style-type: none"> a) réhabilitation des infrastructures. b) codification. c) sensibilisation de la population. 		Cellule du PAJ ONG CESVI, Terres des Hommes et Alisei, Cellule Infrastructures	20.000.000 E 4.000.000 E 4.000.000 E	Ministère de la Justice
	3) Projet de rétablissement de la chaîne pénale en Ituri dans le contexte d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> a) Construction et équipement de la police judiciaire b) Equipement et formation des archives du TGI c) Equipement basique de la juridiction militaire et de la salle d'audience du TGI d) Formation et travail des différents acteurs judiciaires e) Formation et suivi des défenseurs judiciaires et prise en charge des commissions d'office f) Formation aux administrateurs du Territoire g) Soutien limité à la prison de Bunia h) Paiement des primes des magistrats et auxiliaires de justice i) Formation des chefs coutumiers j) Actions de sensibilisation à l'intention de la population sur ses droits et obligations 	01/2006	RCN	1 466 596 E	Ministère de la Justice

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
	4) Rétablissement de la Justice au Congo (Projet REJUSCO) Cofinancement CE, Grande Bretagne, Belgique, Pays-Bas	a) agir à titre de « mentor » dans le secteur, de la Justice dans les régions de Bukavu, Goma et Bunia.			Contribution C E : 9.900.000 E	Ministère de la Justice
Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)	1) Atelier national sur l'établissement d'une Commission de Vérité et Réconciliation en RDC.	a) Contribuer à l'élaboration d'un avant projet de loi organique de la CVR ;			35.000 USD	Commission vérité et Réconciliation ; Société Civile
	2) Formation sur les droits de l'homme et l'administration de la justice à l'intention des fonctionnaires chargés de l'application des lois dans les provinces de Bandundu, Bas-Congo et Equateur.	a) Faire connaître les normes nationales et internationales applicables à leurs activités professionnelles ;			75.000 USD	Ministères de la justice (Parquets), de l'Intérieur, des droits humains et la Police Nationale congolaise
	3) Formation du personnel chargé de l'administration pénitentiaire des provinces de Bandundu, Bas-Congo, Equateur, Katanga, Kasai Occidental, Kasai Oriental et de la ville de Kinshasa.	a) Faire connaître les normes nationales et internationales relatives à la protection des droits des détenus et des prisonniers ;			40.000 USD	Ministère de la justice (Services pénitentiaires)
	4) Atelier sur les juridictions congolaises et l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme à l'intention des Parlementaires, Magistrats et Avocats	a) Inciter les juridictions congolaises à appliquer les normes relatives aux droits de l'homme ; a) Conscientiser les Députés et Sénateurs sur leur rôle dans l'application des traités relatifs aux D.H.			18.000 USD	Ministère de la justice (Magistrature) Barreaux et Parlement
	5) Assistance judiciaire aux victimes des événements d'Ankoro (Nord Katanga)	a) Prise en charge des Avocats de l'ASADHO/Katanga pour assister les victimes dans le procès des militaires poursuivis pour l'événement de Ankoro.			2.500 USD	ONGDH

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
USAID (United States Agency for International Development) Section Démocratie et Gouvernance	1) Evaluation du secteur de la justice se focalisant sur les recommandations concrètes et priorisées	a) Rapports SOS Justice : Quelle justice pour les populations vulnérables à l'Est de la RDC ? b) Recommandations priorisées c) Plan d'action	09/2004 à 09/2006	Global Rights	\$ 900,000.00 (usd) \$ 419,000.00 (usd) Budget global du programme de soutien au secteur de la justice 2004-2006	Ministère de la Justice Garde des Sceaux, ONGDH, Tous les acteurs locaux du système de la justice ainsi que les justiciables des provinces ciblées par le rapport (Nord et Sud Kivu, Maniema, Orientale et Nord Katanga)
	2) Programme de plaidoyer pour le développement et l'adoption des lois essentielles à l'indépendance judiciaire et la promotion de l'accès à la justice par les populations vulnérables	a) Renforcement des dispositions protégeant les droits de l'Homme dans les lois ci-après : la loi sur la Nationalité, la loi sur l'organisation de l'armée, la Constitution de la IIIème République b) Développement de propositions de lois consacrant l'indépendance de la Magistrature (Statut des magistrats et l'organisation du Conseil Supérieur de la Magistrature), la répression des violences sexuelles c) Plaidoyer pour l'adoption des lois pré-citées d) Consultations provinciales et nationales des ONGDH et autres groupes de la société civile pour permettre une participation populaire et inclusive dans le débat et l'appropriation du processus législatif	Idem	Global Rights	Idem	Ministère de la Justice Garde des Sceaux, Corps judiciaire, services parlementaires (commissions, experts) et institutions (Barreaux, syndicats des magistrats), ONGDH, les 5 groupes stratégiques des avocats dans les provinces de Kinshasa, du Nord et Sud Kivu, Maniema, Orientale et 40 partis politiques

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
	3) Projet de soutien aux ONGDH dans le plaidoyer et le suivi des cas des violences sexuelles dans 3 provinces ciblées (Maniema, Nord et Sud Kivu)	<p>a) Mobilisation des acteurs –clés du secteur de la justice contre l'impunité : Appui technique à 3 ONGDH partenaires pour la constitution des dossiers de violations des droits humains, formation sur les techniques d'enquête en matière de crimes de violence sexuelle, discrimination à l'égard des minorités, crimes internationaux au sens du Code de Justice Militaire</p> <p>b) Connaissances des normes nationales et internationales relatives à la Répression du viol, violences sexuelles et toutes les formes de discrimination à l'égard de la Femme et de l'Enfant (Convention de Vienne, Code Pénal RDC, Code Pénal Militaire)</p> <p>c) Incitation des magistrats et autres acteurs du secteur de la justice à l'application des normes relatives à la protection des droits des populations victimes notamment de violences sexuelles</p> <p>e) Plaidoyer pour la réforme législative et le renforcement des normes de droit pénal existantes</p>	Idem	Global Rights	Idem	ONGDH, tous les acteurs locaux du système de la justice ainsi que les justiciables dans les provinces du Nord et Sud Kivu, Maniema, Orientale et Nord Katanga
	4) Renforcement des capacités des Groupes Stratégiques provinciaux des Avocats pour la réalisation des plans d'action pour avancer l'Etat de droit et améliorer l'accès à la justice	<p>a) Relais d'information concernant la transition démocratique, en particulier le processus législatif, auprès des partenaires</p> <p>b) Expertise et renforcement des capacités des membres des commissions parlementaires quant à l'élaboration et la défense des propositions de loi</p>	Idem	Global Rights	Idem	Les 5 groupes stratégiques
PNUD	1) Formation des Présidents des Cours de Grand Instance et des Procureurs des chefs lieux des provinces.	<p>a) création et promotion d'un réseau d'échange des informations jurisprudentielles parmi les provinces.</p> <p>b) « rafraîchissement » des connaissances des textes légaux applicables relatifs à la protection des droits de l'homme.</p> <p>c) Développement d'une vision commune sur les priorités d'une réforme de la Justice</p>	12/2003		15,000 USD	Conseil Supérieur de la Magistrature, Ministère de la Justice

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
	2) Participation dans l'audit multi bailleur de la Justice en RDC : - Mise a disposition de deux experts internationaux et d'un expert national. - Organisation et financement d'un atelier technique des experts pendant la première phase de l'audit	a) Etat de lieu analytique du système judiciaire b) Programme de Reforme du système judiciaire	12/2003		40,000 USD	Ministère de la Justice, Partenaires au Développement
	3) Atelier de Restitution de la Mission Multi bailleurs d'audit de la Justice	a) Validation du Rapport de la Mission d'Audit par le Gouvernement b) Développement d'un Programme Cadre de Reforme de la Justice, composé de cinq axes d'intervention c) Validation de Programme par le Gouvernement et les Partenaires d) Mise en place d'un Comité de Suivi de la Reforme	11/2004		14,000 USD	Ministère de la Justice, Partenaires au Développement
PAYS - BAS	1) Renforcement des capacités des magistrats du Kasai Oriental	a) recyclage des magistrats et du ministère public de la province du Kasai Oriental b) transmission d'une documentation juridique (textes des lois, jurisprudence etc.)	11/2004 01/2005	Avocats sans frontières Belgique	52,329 Euro	Magistrats du siège et du parquet de la Cour d'Appel de Mbuji Mayi
	2) Appui pour le renforcement des capacités institutionnelles de l'ONG, La Voix des Sans Voix	a) Achat matériel de travail, paiement des salaires, retrait des, publications, etc	10/2004 05/2006	La Voix des Sans Voix pour les droits de l'Homme	95,921.00 \$	VSV
	3) Promotion de l'accès à la justice des femmes victimes violences sexuelles au Sud Kivu	a) sensibilisation des femmes sur les mécanismes de lutte contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles b) accompagnement des dossiers pertinents auprès des juridictions	12/2004 12/2005	Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP)	29,926.00 \$	ONGDH, victimes, autorités judiciaires
	4) Ouverture des boutiques de droit à Kinshasa	a) Renforcement de la connaissance de la population de ses droits	02/2005 05/2006	Avocats Sans Frontières Belgique	113,954.00 Euro	ONGDH, citoyens kinoises, autorités judiciaires

2. Tableau des Interventions Prévues des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008						
Union Européenne	1) Appui à la Justice.	à définir.			33.500.000 E est prévu dans le cadre du 9 ^{ème} FED	Ministère de la Justice
	2) Appui à l'amélioration de la gestion des Finances Publiques.	à définir.			Un montant de 33.500.000 E est prévu dans le cadre du 9 ^{ème} FED	Ministère des Finances
	3) Appui à la Justice.	à définir.				Ministère de la Justice
HCDH	1) Renforcement des capacités des ONG et autres associations de la société civile.	a) accroître le niveau de participation à la vie de citoyens.				
	2) Appui aux programmes de lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants	a) réduire le taux d'agression et sensibiliser pour l'adoption d'une loi sanctionnant plus efficacement les violences sexuelles.				
	3) Programme d'assistance judiciaire aux groupes vulnérables (femmes, enfants, déplacés de guerre, retournés, etc.)	a) améliorer la protection de ces groupes.				
	4) Plaidoyer et campagnes de sensibilisation sur la lutte contre l'impunité.	a) permettre de traduire en justice les coupables.				
		a) faire valoir les principes fondamentaux des droits de l'Homme.				
	5) Appui aux institutions d'appui à la démocratie.					
	6) Plaidoyer et actions de sensibilisation sur la nouvelle décennie de l'éducation aux droits de l'homme.	a) accroître le niveau de connaissances et de perception des principes des droits de l'Homme				
7) Renforcement des capacités des organes nationaux de protection des droits de l'homme.	a) sensibiliser les organes nationaux.					

2. Tableau des Interventions Prévue des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

MONUC	1) Coordonner les activités de la MONUC dans le domaine de la justice et de l'état de droit.	a) Un programme état de droit bien coordonné et défini, afin d'identifier les actions nécessaires (par les Droits de l'Homme et/ou la Protection de l'Enfance) et b) les interventions prioritaires dans le domaine judiciaire/correctionnel.				
	2) Participer à l'élaboration d'un programme cadre de la justice en RDC. (Comité Mixte de Suivi du Programme Cadre de la Justice en RDC)	a) Un mécanisme de coordination de la justice efficace. b) Un plan de travail commun cohérent visant à rétablir le système judiciaire congolais.				
	3) Aider les magistrats militaires et civils congolais à renforcer et consolider l'état de droit par des séminaires de formation à Kisangani, Matadi, Mbuji-Maji, Kananga et Mbandaka (aussi appelés « Formation Itinérante/Justice »).	a) Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs de la justice, sensibilisation des magistrats congolais aux principes régissant l'éthique professionnelle, la lutte contre la corruption et le droit humanitaire international.	Dec. 2005		13'500 US\$	
	4) Etat des lieux de divers cours, parquets et prisons à l'intérieur de la RDC.	a) Documenter les bailleurs de fonds pour leur participation au programme de réhabilitation des infrastructures judiciaires et correctionnelles.				
GRANDE BRETAGNE	1) Renforcement des capacités par RCN (réseau de citoyens – justice et démocratie).	a) Formation des magistrats, procureurs, OPJ, greffiers etc à Kinshasa, Bas-Congo et Katanga b) Sensibilisation de la population de leurs droits c) Réconciliation de la justice coutumière et la justice d'Etat.	Avril 2007	RCN	550,000 (03-05, Kinshasa, B-Congo) £1,000,000 (05-07, Katanga)	Ministère de la Justice R.C.N.
	2) Appui aux « Avocats sans frontières » pour la lutte contre l'impunité	a) Rapprocher la justice des justiciables, b) Faciliter l'accès à la justice, dans les régions enclavées ; c) Soutenir une assistance judiciaire de qualité ; d) Sensibiliser la population sur l'importance du règlement judiciaire des conflits et l'accès a la justice.	Février 2006	ASF	£550,000 (04-06) £1,000,000 (05-06)	Ministère de la Justice « Avocats sans frontières »
	3) Projet Réforme de la Justice à l'est au Congo. (REJUSCO). Cofinancement Commission Européenne, Belgique, Pays-Bas	a) Fonctionnalité des lieux de justice ; b) Fonctionnalité de la justice ; c) Monitoring ; d) Sensibilisation.	Avril 2009	CTB	£ 2 million (mai2006-avril 2009)	Ministère de la Justice

2. Tableau des Interventions Prévues des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

	4) règlement des contentieux électoraux	a) Mécanismes de résolution des contentieux électoraux en RDC analysés; b) capacité du système judiciaire renforcée pour résoudre les contentieux électoraux c) Population sensibilisée sur le traitement transparent des contentieux	Déc 2006	PNUD	£60,000 (2004)	Ministère de la Justice CEI
	5) l'appui aux nouvelles juridictions	a) l'identification des besoins pour l'instauration des trois nouvelles juridictions en RDC b) Développement des Tdr pour l'appui nécessaire (formation juridique - formation en management - bâtiments et équipements) c) financement de la formation en management	Déc 2006		£500,000 en 2006	Ministère de la Justice
	6) Appui à la CPRDC – paiement des honoraires des experts	a) Rédaction des trois lois organiques pour les trois nouvelles juridictions à créer en RDC	Oct 2006	USAID/ Chemonics	£39,000	CPRDC
	7) Appui à la coordination des activités Gouvernement et bailleurs intervenant dans le secteur de la justice	a) la cellule de gestion du secrétariat mise en place et fonctionnelle b) le programme cadre de réforme judiciaire et revu et finalisé c) les projets sectoriels de reconstruction et de réforme judiciaire élaborés en étroite collaboration avec les services compétents du Ministère de la justice, discutés, approuvés et appuyés par les bailleurs de fonds d) les interventions à titre d'appui des partenaires en développement aux différents projets sectoriels sont coordonnées e) la mise en œuvre réussie des projets financés au travers de la plate forme financière et technique	Déc 2006	PNUD	£200,000	Ministère de la justice CMJ

2. Tableau des Interventions Prévue des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

FRANCE	1) Renforcement des capacités du système judiciaire	<p>a) 20 magistrats formés en France comme formateurs.</p> <p>b) Préparation des cours de formation des magistrats.</p> <p>c) Elaboration d'une politique de formation de la magistrature, dont l'objectif est la formation de 500 magistrats Congolais. (formation théorique, dont 3 mois en révision du droit, 1 mois dans la science du magistrat et pratique de 4 mois dans les juridictions. (particulièrement dans les relations avec le personnel auxiliaire de justice).</p> <p>d) Formation des directeurs de prisons (50 – 60 candidats). Une durée de 14 semaines théorique et 4 mois pour l'élaboration d'un projet d'action dans les prisons. La sélection aura lieu en novembre 2005. Les experts Français effectueront la formation des formateurs.</p> <p>e) Elaboration d'un code de déontologie du policier, traduit dans les 4 langues nationales. (70.000 exemplaires).</p> <p>f) Amélioration dans l'application des Droits de l'Homme.</p> <p>g) Refonte du Code Pénal avec l'appui à la CPRDC</p> <p>h) Code d'organisation et de compétence judiciaire</p>	<p>Juin 2006</p> <p>Finie juin 2006</p> <p>Déc 2006</p>	<p>ENM</p> <p>SDE</p> <p>ENAP</p> <p>Sous l'égide de la CPRDC</p>		Ministère de la Justice
--------	---	--	---	---	--	-------------------------

2. Tableau des Interventions Prévues des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

	2) Renforcement institutionnel.	<p>a) Appui au Service de la Documentation et Etudes du Ministère de la Justice pour élaborer des cours de formation des magistrats et leur distribution aux magistrats et élaboration d'une banque de données jurisprudentielles.</p> <p>b) Audit organisationnel du Ministère de la Justice</p> <p>c) Elaboration et mise en place d'un plan organisationnel pour le Ministère de la Justice.</p>	<p>Décembre 2006</p> <p>Septembre 2006 et décembre 2006</p>	ENM et Coopération Française		Ministère de la Justice C.S.M. et juridictions
	3) Carte judiciaire	Renseignements sur l'état des juridictions de la RDC	Octobre 2006			
	4) Appui à la formation des OPJ	<p>a) Réhabilitation des structures et création d'une école des OPJ</p> <p>b) Formation des formateurs</p> <p>c) début des enseignements</p>	<p>1^{er} oct 2006</p> <p>9 juin 2006</p> <p>05-31</p> <p>1^{er} octobre 2006</p>			Commission Permanente de Réforme du Droit Congolais

2. Tableau des Interventions Prévue des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

USAID - Section Démocratie et Gouvernance	1) Renforcement des institutions judiciaires indépendantes	a) Projet de soutien institutionnel ciblant la CPRDC et les trois nouvelles juridictions remplaçant la Cour Suprême de Justice : Réhabilitation et bon fonctionnement de la CPRDC b) Projet de renforcement de la magistrature	01/2005 à 10/2007	Chemonics TBD	- \$ 500.00 (usd) - \$ 1,000,000 (usd)	Ministère de la justice, barreaux, magistrature, CPRDC, trois nouvelles Cours : C. Constitutionnelle, Conseil d'Etat, Cour d'Appel
	2) Renforcement de la société civile pour la réforme du secteur de la justice et la protection des droits humains	a) Continuation du programme de plaidoyer législatif (renforcement des capacités des avocats membres de 5 groupes stratégiques et expertise à l'endroit des parlementaires) b) Octroi de subventions à 3 ONGDH pour le plaidoyer sur le projet de loi réprimant les violences sexuelles : stratégie commune de plaidoyer pour la répression des violences sexuelles et la multiplication des sources de pression influentes, en faveur de l'adoption de cette loi c) Publication d'un document de plaidoyer sur la loi sur les violences sexuelles destiné aux législateurs, ainsi que sur les propositions de la loi consacrant l'indépendance de la justice (statut des magistrats et Conseil Supérieur) d) Production d'un document interrogeant les projets de société des partis politiques e) Forum des partis politiques sur leur programme de justice et de protection des droits humains	idem	Global Rights	\$ 500,000 (usd)	Ministère de la Justice et garde des sceaux, législateurs, Ministères pertinents, autorités politiques, représentations diplomatiques, ONGDH et acteurs-clés du secteur de la justice
	3) Expansion rapide à l'accès à la justice	a) Subvention à 3 ONGDH partenaires pour la constitution des dossiers de répression de crimes des violences sexuelles b) création d'une boutique de droit c) Audiences foraines avec Avocats Sans Frontières : rapprocher la justice des justiciables, faciliter l'accès à la justice dans les régions enclavées, soutenir une assistance judiciaire de qualité, sensibiliser la population sur l'importance du règlement judiciaire des conflits et l'accès à la justice	idem	ASF	\$ 500,000 (usd)	Ministère de la Justice, Avocats sans Frontières, Corps judiciaire, ONGDH

2. Tableau des Interventions Prévue des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

PNUD	1) Renforcement des Capacités de la Commission Permanente de Réforme du Droit (CPRD)	a) Commission Permanente de Réforme du Droit renforcé au niveau technique et fonctionnel ; b) Législation en vigueur révisée afin de la rendre compatible avec les dispositions de la nouvelle constitution, les objectifs du développement, les prescriptions des traités internationaux signés par le Gouvernement et les exigences de l'OHADA et de l'OMC.	6/2006 – 12/2007	PNUD / IDLO	500,000 USD	CPRD, Ministère de la Justice
	2) Renforcement des Capacités du Conseil Supérieur de la Magistrature (et éventuellement des nouvelles juridictions mises en place après Juin 2006)	a) CSM renforcé au niveau technique et fonctionnel ; b) Structure de la Magistrature revue et réorganisée.	6/2006 – 12/2007	PNUD / IDLO	500,000 USD	CSM, Ministère de la Justice
	3) Appui au Secrétariat du CMJ	a) Le programme cadre de la réforme est revu et finalisé ; b) Les interventions des partenaires sont coordonnées ; c) En étroite collaboration avec les services compétentes du Ministère de la Justice, des projets sectoriels de reconstruction et de réforme judiciaire sont établis et soumis ou bailleurs.	2/2006 – 2/2007	PNUD	300,000 USD (fonds de DFID)	CMJ, Ministère de la Justice, Partenaires au Développement
	4) Appui au règlement des contentieux électoraux	a) La population est informée et impliquée à travers la participation de la société civile ; b) La documentation requise (manuels, jurisprudences, textes légaux applicables) est compilée et multipliée ; c) Les magistrats des juridictions concernées sont formés ; d) Les juridictions concernées sont dotées des équipements appropriés ; e) La justice est plus crédible et mieux acceptée par les citoyens ;	2/2006 – 10/2006	MONUC /PNUD	1,000,000 USD (fonds de DFID, Belgique)	MONUC, CEI, Ministère de la Justice, CSJ

2. Tableau des Interventions Prévues des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2006-2008

PAYS-BAS	1) Appui au programme de Restauration de la Justice à l'Est de la République Démocratique du Congo (REJUSCO). Cofinancement Commission Européenne, Belgique, Grande Bretagne	a) Renforcement des capacités des lieux de justice b) Amélioration du fonctionnement de la justice c) Monitoring et sensibilisation	06/2006 10/2009	Coopération Technique Belge	1.100.000 Euro	Ministère de la Justice
	2) Aide juridique aux victimes des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis en RDC	a) soutien, encadrement et assistance juridique aux ONGs pour aider les victimes à exercer leur droit devant les juridictions congolaises et devant la CPI à la Haye b) formation des avocats sur l'assistance aux victimes et aux accusés des crimes internationaux c) rémunération des avocats dans des dossiers des victimes ou prévenus des crimes internationaux	10/2005 12/2006	Avocats Sans Frontières Belgique	223.000 Euro	ONGDH, victimes, CPI, autorités judiciaires
	3) Transfert des boutiques de droit à Kinshasa	a) Renforcement de la connaissance de la population de ses droits b) faciliter le recours à la justice privée	02/2005 05/2006	Avocats Sans Frontières Belgique	60.500 Euro	ONGDH, citoyens kinois, autorités judiciaires
	4) Boutiques de droit en provinces (Equateur, Maniema, Sud Kivu)	a) mise en place des boutiques de droit à Mbandaka, Kindu et Bukavu b) renforcement de la connaissance de la population de ses droits c) faciliter le recours à la justice privée	07/2006 04/2007	Avocats Sans Frontières Belgique	145.000 Euro	ONGDH, citoyens, autorités judiciaires, avocats du Barreau de Bukavu
	5) Promotion de l'accès à la justice des femmes victimes de violences sexuelles au Sud Kivu	a) sensibilisation des femmes sur les mécanismes de lutte contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles b) accompagnement des dossiers pertinents auprès de juridictions	07/2006 07/2007	Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP)	50.253 USD	ONGDH, victimes, autorités judiciaires
	6) Renforcement de l'Etat de droit en RDC	a) formation des autorités coutumières et administratives du Bas – Congo b) organisation des rencontres thématiques entre la hiérarchie des professionnels du droit à Kinshasa	06/2006 11/2006	RCN Justice et Démocratie	119.818 Euro	autorités judiciaires, société civile congolaise

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
COPIREP Crédit IDA 3815 DRC	1) Mise en place de deux centres d'arbitrage	a) Centre d'Arbitrage du Congo (CAC) créé et opérationnel	09/2006	COPIREP	162 00 \$ USD	Centre d'Arbitrage du Congo (CAC)
		b) Centre d'Arbitrage de la FEC (CENACOM) créé et opérationnel	06/2007		119 000\$ USD	CENACOM (FEC)
	2) Appui aux tribunaux de commerce	a) Magistrats formés	09/2006	COPIREP	420 000\$ USD	Ministère de la Justice/Tricom Lubumbashi/Kinshasa - Gombe /Kinshasa-Matete
b) bâtiment réhabilité, mobiliers et matériels de bureau livrés		07/2008				
COPIREP Crédit IDA 3815 DRC	3) Adhésion de la RDC à l'OHADA (formation et vulgarisation, mise en place commission OHADA)	a) RDC membre de l'OHADA	06/2008	COPIREP	200 000\$ USD	Ministère de la Justice/Gouvernement Congolais
		4) Appui à l'Inspection Générale de la Justice (réhabilitation bâtiment, fourniture équipements, formation)	a) Inspection Générale renforcée et opérationnelle	06/2007	COPIREP	1 570 000\$
COPIREP Crédit IDA 3815 DRC	5) Appui au Journal Officiel (connexion au réseau GLIN)	a) Textes de lois et arrêts de la CSJ publiés dans le réseau Internet/GLIN	06/2007	COPIREP	203 000\$ USD	Ministère de la Justice/Journal Officiel

1. Tableau des Interventions des Partenaires au Développement dans le Secteur de la Justice 2003-2005

Bailleur	Interventions / Type d'activité spécifique	Résultats	Echéances	Agence d'exécution	Montant	Bénéficiaire / Institution Nationale
COPIREP Crédit IDA 3815 DRC	6) Appui aux cours et tribunaux (mise en place d'un programme d'archivage des dossiers judiciaires, formation des greffiers ; fourniture équipements de bureau et mobiliers)	a) secteur de la Justice renforcé et consolidé	06/2008	COPIREP	1 703 000\$	Ministère de la Justice/C.A et TGI Gombe, Lubumbashi, Bukavu et Kisangani
	7) Diffusion de l'information juridique (publication des textes, séminaire)	a) Information juridique diffusée	06/2009	COPIREP	450 000\$	Ministère de la Justice